

Il a dit

«Nous voulons assurer une sécurité socio-économique à chaque Indien, en particulier les pauvres»

Arun Jaitley Ministre indien des Finances



Le chiffre

3,7

Telle a été l'an dernier en Chine, en pour-cent, la baisse de la consommation de charbon, l'indispensable carburant de la croissance.

Café

Starbucks arrive en Italie

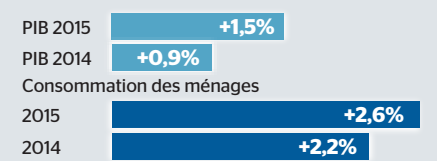
La chaîne américaine Starbucks commencera l'an prochain à proposer ses cafés en Italie, plus exactement à Milan, en partenariat avec le promoteur immobilier Percassi.

Conjoncture

Croissance au Portugal

La croissance s'accélère un peu au Portugal. Tendence réjouissante, stimulée notamment par la consommation des ménages.

Economie portugaise



Hautes écoles



Le bâtiment de la HEG matérialise «la volonté politique genevoise de soutenir la formation professionnelle supérieure», selon François Abbé-Decarroux, directeur général de la HES-SO Genève. PIERRE ALBOUY

Un nouveau centre pour la formation à Battelle

La HEG inaugure cette semaine son nouveau bâtiment. Le lieu vise à être le symbole du modèle genevois de l'apprentissage

Pierre-Alexandre Sallier

Cela ressemble un peu au débat sur la pénurie de logements, qui en vient à faire oublier les chantiers ouverts dans le canton. Pendant que la pénurie d'informaticiens ou de spécialistes RH fait l'objet de toutes les récupérations politiques, l'institution chargée de former les employés spécialisés du secteur tertiaire - la Haute Ecole de gestion (HEG) - a vu ses effectifs exploser depuis sa création.

Inauguré officiellement mercredi - l'emménagement a commencé en début d'année - son nouveau bâtiment à l'allure *sixties* matérialise «la volonté politique genevoise de soutenir la formation professionnelle supérieure», selon François Abbé-Decarroux, directeur général de la HES-SO Genève. Cette institution publique autonome regroupe six hautes écoles qui forment les futurs gestionnaires à la HEG, mais aussi des ingénieurs à l'HEpia ou des créatifs à la HEAD.

Débouché quasi garanti

Retour en 1998. Les cinquante premiers étudiants de la Haute Ecole de gestion (HEG) sont casés sur deux étages de l'ancien institut de chimie de Battelle. Ils sont aujourd'hui 1300. «Ces dernières rentrées, nous en accueillons une

centaine de plus, ce bâtiment, prévu depuis dix ans, était donc très attendu», relate Claire Baribaud, directrice de la HEG, en faisant découvrir la vue imprenable sur le Jura du nouveau paquebot. «Il y a vingt ans encore, la porte des hautes écoles était pratiquement fermée aux détenteurs d'un CFC», se souvient François Abbé-Decarroux.

Aujourd'hui sept étudiants sur dix prétendants aux diplômes supérieurs de type «bachelor» de la HEG ont commencé par un CFC et un apprentissage avant de décrocher une maturité commerciale. Le tiers d'entre eux suivent les cours le soir, parallèlement à leur activité. Et un emploi les attend quasi tous à la rentrée.

Ils se préparent à occuper ces dizaines de fonctions ignorées de ceux vivant à l'écart du nouveau fordisme à l'œuvre dans les bureaux du tertiaire: contrôleur de gestion, responsable des ventes, fiscaliste, réviseur, media plan-

ner, archiviste, webpublisher, animateur de communauté Web, veilleur, administrateur de bases de données, développeur, architecte de systèmes... La récente filière en anglais «international business management» fait, elle, miroiter des postes de stage au sein de multinationales comme Vitol, Gunvor ou Procter & Gamble.

Sans compter les dizaines de petites mains requises par un secteur financier occupant toujours près de 30 000 personnes à Genève. «Conçue en 2008, l'orientation banque et finance a été l'une des premières à intégrer les leçons de la crise», résume François Duc, responsable d'une filière économie d'entreprise de la HEG, qui regroupe à elle seule 750 étudiants.

Réservé aux (ex-)apprentis

Un succès qui résonne jusqu'aux oreilles des détenteurs de maturité - ou de diplôme universitaire généraliste - faisant face à quel-

ques désillusions lors de leur entrée sur le marché du travail. «Certes, nous avons vu quelques universitaires accumuler une expérience pour nous rejoindre, mais en réalité nous ne leur sommes pas destinés; la mission qui nous a été confiée est celle de la formation professionnelle... en complément de l'université», rappelle celle qui dirige quelque 90 enseignants, dont une quarantaine ayant une activité professionnelle extérieure. Sans compter plus de 200 professionnels qui interviennent de l'extérieur, de façon ponctuelle.

«J'entends les voix qui tentent d'opposer notre modèle à celui de l'université; rien n'est plus faux, notre société a besoin des deux - de formations axées sur la pratique comme de formations plus théoriques», souligne en écho le responsable de l'alliance HES-SO Genève. Ce dernier précise que le groupement fonctionne avec un budget annuel de 202 millions de francs, dont 31 millions sont alloués à la HEG.

L'école de gestion des hauts de Carouge reste hors d'atteinte des lycéens de France voisine, ces jeunes du Grand Genève. «Ils doivent avoir une expérience professionnelle d'une année, ce qui est assez rare de l'autre côté de la frontière», invoque la directrice Claire Baribaud, ancienne enseignante de la filière informatique de gestion, domaine faisant amplement appel aux travailleurs frontaliers. Longtemps désertée par les jeunes Romands, cette filière accueille d'ailleurs ces dernières années un nombre toujours plus important d'inscrits. Elle ne fournit cependant encore qu'une trentaine d'informaticiens de gestion par an.

L'industrie a encore souffert en 2015

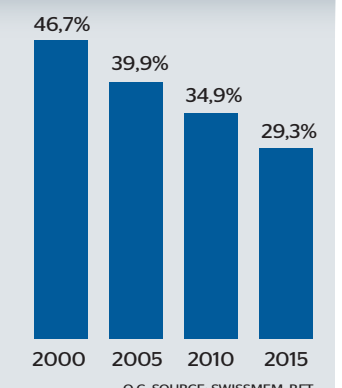
Les exportations du secteur des machines, équipements électriques et métaux ont chuté en 2015. Pas seulement à cause du franc fort

L'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux, dite MEM, vit des temps difficiles. Ses exportations - ce secteur vit de ses ventes à l'international - stagnent depuis le début du millénaire (à quelques exceptions près, notamment en 2007, année de forte croissance, et en 2009, pendant la crise), là où celles du pays, tous secteurs confondus, ont explosé.

Du coup, la part des biens émanant des MEM échangés à l'international décline: de presque la moitié en l'an 2000, elle est passée l'an dernier, pour la première fois, sous les 30%. Un seuil symbolique. En 2015, ces exportations ont diminué de 4,6%, à 63,1 milliards de francs, selon Swissmem, l'association faïtière du secteur, qui a présenté ce lundi à Zurich les résultats annuels de la branche. La force du franc n'explique qu'en partie ce résultat morose.

«La chute pourrait être plus spectaculaire cette année car en janvier 2015, quand le franc s'est envolé, les carnets de commandes étaient remplis, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui», selon Philippe Cordonnier, porte-parole de Swissmem. Autrement dit, le scénario de 2012 risque bien de se répéter: c'est en effet cette année-là, longtemps après l'instauration du taux plancher par la BNS en septembre 2011, que les répercussions de l'envolée du franc en 2010-2011 se sont fait ressentir aux douanes. L'impact du franc sur les marges est par contre immédiat: les chiffres d'affaires des entreprises de la branche ont chuté de 7% par rapport à 2014. Les exportations de

Part de l'industrie MEM dans les exportations suisses



l'industrie MEM ne décollent pas «parce que la Suisse est chère», estime également Philippe Cordonnier. Les entreprises MEM occupaient l'an dernier 320 000 personnes sur sol helvétique, un chiffre en baisse, alors qu'elles en employaient 560 000 à l'international, un record. L'employeur vaudois Bobst? La plupart de ses effectifs travaillent à l'étranger. L'industrie MEM demeure centrale, le secteur constituant la deuxième force exportatrice de la Suisse, derrière la pharmacie. Elle contribue trois fois plus aux exportations que l'horlogerie, dont on parle tant, et elle est exposée à d'autres risques. Machines, métaux et équipements électriques s'écoulent d'abord dans une zone euro refroidie par la vigueur du franc et qui peine à se remettre de la crise. Les principaux marchés horlogers sont, eux, en Asie, un continent en croissance malgré le ralentissement de la Chine, et les montres, souvent luxueuses, évoluent dans des segments haut de gamme, dont on dit qu'ils sont plus à l'abri des aléas conjoncturels. **Richard Etienne**

Les sociétés genevoises sont moins rentables

Commerce de détail, banque, horlogerie, chimie, hôtellerie: ces secteurs sont pessimistes. Mais d'autres branches sont optimistes

Les effets retard du franc fort devraient continuer à se faire sentir tout au long de l'année. Selon les résultats de l'enquête conjoncturelle de la CCIG (Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève), une vingtaine d'entreprises devraient délocaliser une partie de leurs activités en 2016. En 2015, 25 l'ont fait. En 2014, elles étaient 33 à avoir choisi de stopper des activités dans le canton.

C'est en baissant leurs prix et en prospectant de nouveaux marchés que les entreprises ont amorti l'impact du franc fort. Mais ces choix pèsent sur leur rentabilité. Alors que la moitié des sociétés espéraient une légère hausse de leur rentabilité, moins d'un tiers l'a finalement réalisé en 2015. Et 16% d'entre elles ont constaté une baisse importante de leur rentabilité (au moins 10%) alors qu'elles n'étaient que 6% à l'escompter.

Ce souci de contraction des marges a été souligné, en particulier, par les représentants du commerce de détail. «Cette année 2015 a été d'une rare violence. Une bombe nous a explosé en pleine figure», a lâché Antonietta Frangi, vice-présidente de la CCIG et représentante des petits commerçants. La Genevoise a fait état de baisses alarmantes du chiffre d'affaires, «allant jusqu'à 15% dans le luxe et 30% pour certaines enseignes». Dans ce contexte, les commerçants n'ont pu réaliser que «des investissements de sauvegarde». Or, a relevé Philippe Echenard, directeur de Migros Genève, un gel des investissements «comporte le risque de créer une spirale négative atteignant d'autres secteurs de l'économie». Et les commerçants doivent faire en sorte que leurs magasins restent attractifs.

Ce pessimisme est partagé par l'horlogerie, l'hôtellerie, la chimie, une partie de la banque et du négoce. Cela fait beaucoup... Mais les assureurs, l'immobilier, les médias, la santé et l'enseignement sont plus optimistes. 515 entreprises ont répondu au questionnaire de la CCIG. **R.R.**